

Point de vue

Quand mettra-on un terme aux ravages de l'industrie de la viande ?

mardi 17 novembre 2009, par [NICOLINO Fabrice](#) (Date de rédaction antérieure : 17 novembre 2009).

Désolé de se montrer brutal, mais il arrive que des rendez-vous officiels, pour ne pas dire universels, soient de pures foutaises. C'est peut-être bien le sort qui attend le sommet mondial sur la sécurité alimentaire, qui a lieu à Rome du 16 au 18 novembre. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), puissance invitante, y tiendra les propos que l'on attend d'elle. La faim est une honte, le monde est mal organisé, il faut absolument réagir.

La FAO serait peut-être mieux inspirée d'expliquer pourquoi tous les engagements passés ont pu, à ce point, rater leurs objectifs. En 1996 déjà, un autre sommet mondial de l'alimentation promettait de diviser par deux, en 2015, le nombre d'affamés. Cinq ans plus tard, en 2001, la FAO réclamait au cours d'une nouvelle réunion internationale « *une plus grande détermination politique et un échéancier rigoureux de mesures* ». Le résultat est tragique : notre planète compte plus de 1 milliard d'affamés chroniques, dont 100 millions supplémentaires au cours de cette année.

En décembre, comme on commence à le savoir, le dérèglement climatique en cours sera au centre d'un immense forum planétaire à Copenhague. Nul ne sait ce qui en sortira, car nul n' imagine un échec. Ni d'ailleurs un succès. Un petit monde de bureaucrates, enfermés dans un jargon incompréhensible pour les peuples, prétend y régler le sort commun à coup de « compensation carbone », d'« additionnalité », mécanisme de développement propre (MDP) ou de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD). On pourrait, bien entendu, choisir d'en rire, mais en même temps, il ne fait aucun doute que Copenhague marquera une date importante, bien qu'on ait des doutes. Le probable est que la discussion, qu'elle aboutisse ou non, restera technique et confuse. Or, il existe bel et bien une autre voie, audacieuse mais simple, volontaire mais limpide. Et cette autre voie, qu'elle concerne le sommet de Rome ou celui de Copenhague, s'appelle la viande.

Pour le meilleur et plus souvent le pire, la viande est devenue une industrie. Elle connaît ses crises répétées de surproduction, ses usines, ses ouvriers, ses Bourses, ses traders. Produit anthropologique par excellence, la viande puise ses racines dans la mémoire la plus archaïque de notre espèce, et la plupart des civilisations ont associé sa consommation à la force, à la puissance, à la santé, pour ne pas dire à la virilité.

Mais avec le tournant industriel opéré en France dans les années 1960, les consommateurs ont été incités par de multiples méthodes publicitaires à en manger de plus en plus souvent. Chaque Français, en moyenne, en mangerait plus de 90 kg par an, soit environ trois fois plus qu'avant la seconde guerre mondiale. *Mutatis mutandis*, tout l'Occident a suivi le même chemin, inspiré par l'exemple américain.

Catastrophe ? Oui, tel est bien le mot qui s'impose. Evidemment, les promoteurs de ce bouleversement n'imaginaient aucune des conséquences fâcheuses de leurs décisions. Les jeunes zootechniciens de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) d'après-guerre ne

souhaitaient que nourrir les hommes et montrer leur savoir-faire. Plus tard, un Edgard Pisani, ministre de De Gaulle, croyait faire son devoir moderniste en transformant la Bretagne en usine à viande et à lait de la France. Inutile de faire le moindre procès rétrospectif. Ce serait facile, mais surtout vain. Il vaut bien mieux juger la situation présente, qui est grave. Car l'industrie de la viande n'a plus désormais qu'un but : avancer en perdurant dans son être. Mais, ce faisant, elle dévaste tout sur son passage.

La famine ? Elle ne peut que s'aggraver à mesure que la demande de viande s'accroîtra dans les pays dits émergents. Si les courbes actuelles de croissance du cheptel mondial devaient se poursuivre, nous devrions cohabiter sur terre, à l'horizon 2050, avec environ 36 milliards de veaux, vaches, cochons et volailles. Cela n'arrivera pas, pour une raison évidente : il n'existe pas assez de terres agricoles pour nourrir une telle quantité d'animaux. Lesquels sont, dans l'ensemble, de bien mauvais transformateurs d'énergie. On estime qu'il faut entre 7 et 9 calories végétales pour obtenir une seule calorie animale. En clair, l'alimentation animale requiert des surfaces géantes d'herbes et de céréales.

La planète ne comptera probablement jamais 36 milliards d'animaux d'élevage, mais en attendant, la consommation de viande, en Occident ou dans des pays comme la Chine se fera toujours plus au détriment de l'alimentation humaine. En France, bien que personne ne s'en soucie, près de 70 % des terres agricoles servent déjà à l'alimentation du bétail (« Rapport Dormont », Afssa, 2000). Entre 2005 et 2031, si rien ne vient arrêter cette machine infernale, la Chine verra sa consommation de viande passer de 64 millions de tonnes à 181 millions de tonnes par an (Lester Brown, « Earth Policy », 2005). Où sont les terres susceptibles de produire un tel « miracle » ? En tout cas, pas en Chine.

La seule voie d'avenir, dans ce domaine, consiste à diminuer notre consommation de viande de manière organisée. Et de s'appuyer autant qu'il sera possible sur des régimes à base végétale, les seuls à même d'éventuellement nourrir plus de 9 milliards d'humains en 2050.

L'hyperconsommation de viande, telle qu'elle existe chez nous et dans la plupart des pays développés, conduit à des famines de plus en plus massives. Mais la FAO parlera-t-elle de la viande le 16 novembre à Rome ?

Et la confrérie des experts climatiques réunie quelques jours plus tard à Copenhague ouvrira-t-elle ce dossier brûlant ? On aimerait le croire. Par un clin d'oeil de l'histoire, c'est la FAO qui a mis les pieds dans le plat en publiant en 2006 un rapport saisissant qui, à notre connaissance, n'a pas été traduit en français (Livestock's Long Shadow). Par quelle bizarrerie ?

Quoi qu'il en soit, ce document change la donne de la crise climatique en cours. Citation du communiqué de presse de la FAO : « *A l'aide d'une méthodologie appliquée à l'ensemble de la filière, la FAO a estimé que l'élevage est responsable de 18 % des émissions des gaz à effet de serre, soit plus que les transports !* » Oui, vous avez bien lu. L'élevage mondial, en calculant l'ensemble du cycle de production de la viande, joue un rôle plus néfaste encore que la voiture, le train, le bateau et l'avion réunis. Quelque 18 % des émissions de gaz à effet de serre anthropiques, c'est-à-dire causées par l'action humaine. Une énormité.

Dans un monde plus ordonné que le nôtre, il va de soi que ces données changeraient la face de la grande conférence de Copenhague. Au lieu d'amuser la galerie avec des taxes carbone, dont l'effet sera dans le meilleur des cas dérisoire, l'on pourrait enfin s'attaquer à une cause massive du dérèglement climatique. Mais les Etats, mais les gouvernements trouveraient alors sur leur chemin l'un des lobbies industriels les plus puissants, en l'occurrence, celui de l'agriculture et de l'élevage industriels. En France, chacun sait ou devrait savoir que tous les gouvernements depuis soixante ans, de droite comme de gauche, ont cogéré le dossier de l'agriculture en relation étroite avec les

intérêts privés.

La cause serait donc désespérée ? Elle est en tout cas difficile, et bien peu d'oreilles se tendent. Mais indiscutablement, les bouches commencent à s'ouvrir. En janvier 2008, l'Indien Rajendra Pachauri, président du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) - à ce titre Prix Nobel de la Paix - déclarait au cours d'un passage à Paris : « *S'il vous plaît, mangez moins de viande ! Ce n'est pas très bon pour la santé et c'est un produit fortement émetteur de gaz à effet de serre.* » Il nous reste quelques jours pour lui donner raison. Chiche ?

Fabrice Nicolino

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 18.11.09. LE MONDE | 17.11.09 | 14h13 • Mis à jour le 17.11.09 | 14h13.

* Fabrice Nicolino est auteur de « Bidoche » (éditions Les Liens qui libèrent, 386 p., 21 €).